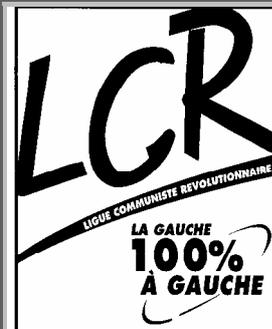


# L'Anjou rouge

BULLETIN DE LA FEDERATION ANGEVINE DE LA L.C.R.

26 NOVEMBRE 2003

 [lcr49@hotmail.com](mailto:lcr49@hotmail.com) –  /  02-41-25-19-10



## La jeunesse dans la rue contre le gouvernement

Au moment même où Chirac et Ferry lançaient le pseudo « grand débat national » sur « l'avenir de l'école » (pour essayer d'étouffer le mécontentement de l'ensemble du personnel de l'Education nationale et justifier de nouvelles contre-réformes libérales), la jeunesse des universités est entrée dans la lutte. A Angers, plusieurs centaines d'étudiants se sont déjà mobilisés sur le campus de

Belle-Beille, principalement à l'appel de SUD-étudiants. Une journée nationale était prévue ce jeudi 27 novembre. Les étudiants apportent ainsi la seule réponse que méritent les manœuvres hypocrites du gouvernement, qui ne conçoit le dialogue social qu'à sens unique pour imposer le consensus sur ses réformes réactionnaires. A leur tour, les jeunes disent non, et ils ont raison.

### Aggraver la sélection sociale ?

Les étudiants se battent contre le projet de loi « de modernisation universitaire » du gouvernement instituant l'autonomie des universités dans un contexte d'austérité budgétaire aggravé (le conseil de la Faculté des sciences d'Angers vient ainsi de voter contre un budget qui se solde par -50% pour ses différents départements !). Avec ce projet, les présidents d'université seraient invités à agir en patrons et à chercher davantage de financement du côté du privé et des collectivités locales, voire de droits d'inscription en hausse. Le gouvernement prévoit aussi de généraliser un système d'équivalence des diplômes à l'échelle « européenne » (le LMD, du nom des trois « grades » Licence-Master-Doctorat). Mais, au delà du prétexte européen, ce LMD est surtout l'occasion de faire exploser le caractère national des diplômes (reconnu par les conventions collectives) au profit d'une sorte de *curriculum vitae*

pour chaque étudiant. En substituant la notion de « compétence » (individuelle) à celle de qualification (universelle), il aurait deux conséquences. D'une part, il aggraverait la sélection dans les universités, et donc la sélection sociale. D'autre part, il placerait le futur travailleur diplômé en situation défavorable, recherchant un contrat individuel, sans la garantie qu'offrent encore les conventions collectives. Dans le cadre de l'Europe capitaliste, il s'agit de « relever les défis de la concurrence internationale » selon Ferry. Ce projet n'est pas nouveau, il a commencé à être mis en œuvre par le ministre socialiste, Claude Allègre, celui qui se vantait de vouloir « dégraisser le mammoth ». L'égalité des chances est certes un mythe mais la réforme voulue par le gouvernement ne ferait qu'aggraver les inégalités. Et bien sûr ce sont les étudiants issus des classes populaires qui en seront les victimes.

### Ferry recule !

Il y a seulement quelques jours, le ministre de l'Education nationale, Ferry, répétait qu'il ne saurait revenir sur son projet « parce qu'il y a quelques contestataires ». Samedi 22 novembre, le même ministre annonçait qu'il n'y avait aucun projet de loi à l'ordre du jour ! Sans doute, Ferry a-t-il compris que les contestataires étaient bien déterminés, qu'ils étaient de plus en plus nombreux et que leur

mouvement rencontrait la sympathie des enseignants et de la population. A l'approche des élections, le gouvernement semble préférer calmer le jeu et différer son projet. C'est un premier succès, mais il semble que les étudiants n'aient nullement l'intention de s'en contenter. Ils sont lucides et n'ont aucune confiance dans la parole fluctuante de Ferry et d'un gouvernement du double-langage.

### Imposer d'autres reculs !

Ce recul du gouvernement, aussi limité soit-il, face à un mouvement étudiant encore à ses débuts révèle sa faiblesse. Les élections approchent, Raffarin dégringole dans les sondages, Chirac est incapap-

ble de reprendre l'initiative, les ambitions des Sarkozy et autres Fillon ou Bayrou divisent la majorité, et le gouvernement continue ses multiples attaques contre les classes populaires.

Il est possible de le faire reculer à condition de retrouver la détermination et l'unité qui ont fait la force du mouvement du printemps dernier.

A condition aussi que les salariés tirent les leçons de son échec, pour prendre en main, eux-mêmes, la défense de leurs intérêts, sans les laisser entre les mains des directions des grandes confédérations syndicales qui n'ont pas voulu s'engager vers la grève générale, en particulier après la journée du 13 mai.

A travers le pays, les luttes contre les licenciements se multiplient, les intermittents du spectacle n'ont pas dit leur dernier mot, le 6 décembre, les organisations de chômeurs appellent à manifester...

Malgré son échec, le mouvement du printemps continue de porter ses fruits, les conditions d'un nouveau développement des luttes mûrissent. La jeunesse montre qu'il est possible de faire reculer ce gouvernement illégitime.

Le 25 novembre 2003

---

## Petit Lexique universitaire :

---

### « Loi de modernisation universitaire » :

C'est bien sûr une « modernisation » très libérale dont il s'agit ici...

**a)** En accroissant « l'autonomie » des établissements universitaires, le gouvernement cherche à se désengager financièrement et laisser le bébé aux collectivités locales et entreprises privées. Par le biais d'un tout nouveau « Conseil d'orientation stratégique », ces nouveaux bailleurs de fonds influeraient directement sur l'offre de formation des universités (le fait que ce COS soit « consultatif » n'est qu'une hypocrisie de plus).

**b)** La « globalisation » du budget des universités prévue dans le projet de loi inclurait les salaires des enseignants et personnels non-enseignants. L'université pourrait ainsi supprimer des postes pour trouver des sources de financement, ou embaucher « librement » des précaires. Les locaux pourraient également être loués (ou vendus ?) pour trouver des « ressources propres » aux établissements.

**c)** Les statuts des personnels évolueraient... En marge de la loi, un projet d'alourdissement des services « selon le mérite » (jusqu'au doublement des heures devant les étudiants) plane au dessus des enseignants-chercheurs.

### « LMD » :

**a)** C'est l'ancien **3/5/8** de Claude Allègre, le ministre de l'éducation de Lionel Jospin. La réforme LMD promulguée par Lang et appliquée par Ferry institue 3 niveaux d'étude : **L**icence (Bac+3), **M**aster (Bac+5) et **D**octorat (Bac+8). Les diplômes intermédiaires reconnus dans les conventions collectives (DEUG et Maîtrise) disparaissent *de facto* (même s'ils sont formellement conservés). Chaque année d'étude « capitalisera » 60 « points », quelle que soit les formations suivies, laissées au « choix » de l'étudiant ! Mais un « supplément » au diplôme (un CV !) précisera ce que l'étudiant a vraiment appris, individuellement. Conséquence probable : sélection après le « L » à Bac+4 (au lieu de Bac+5 actuellement). De plus les étudiants des milieux les

plus modestes resteront les moins bien informés pour faire les « bons choix »...

**b)** La mise en place « concrète » du LMD a montré qu'il s'agissait de détruire les diplômes nationaux. Aucun critère n'a été défini par le ministère, et chaque université a déposé ses projets sans concertation avec les autres. Les intitulés, les contenus seront spécifiques aux universités, transformant les diplômes nationaux en diplômes d'universités placées en situation de concurrence... Enfin, ce n'est plus le volume horaire des cours qui déterminera la validité d'une année d'études, mais la « quantité de travail fournie par l'étudiant ». C'est la porte ouverte à la réduction des volumes horaires : à l'étudiant de travailler tout seul, ou en ligne sur l'internet !

Le projet libéral à long terme est de limiter l'accès à l'université du plus grand nombre (ça coûte cher !). Allègre propose des « pôles d'excellence » en nombre limité (Orsay, Grenoble...) regroupant les filières généralistes pour une élite sélectionnée. Les universités moyennes de province seront reléguées à la délivrance de diplômes « professionnels » intéressant le patronat local, offrant une « compétence » mais pas de qualification reconnue sur le long terme (d'où les discours hypocrites sur la « formation tout au long de la vie »...).

Le processus est déjà engagé : c'est ainsi qu'ont fleuri à Angers les licences « professionnelles » voulues par Allègre telles que « commercialisation des produits équités », « management des produits frais », « management des métiers du golf », « métiers du jeu et du jouet », etc. Ces nouveaux « diplômes » n'ouvrent pas de droit à la poursuite d'études... Quant aux filières généralistes, elles sont clairement menacées. Il n'y a pas que le latin qui disparaît à Angers ! Même la physique est sur la sellette ! Il faut dire que, par étudiant, le ministère donne moins d'argent pour les filières généralistes que pour les filières professionnalisantes... Avec le budget global, nul doute que, pour survivre, l'Université d'Angers devra choisir le plus rentable...

Jean-Luc

## RMI/RMA/ASS :

### le gouvernement organise la régression sociale

Les députés ont achevé, vendredi 21 novembre, l'examen du projet de loi prévoyant la décentralisation du revenu minimum d'insertion (RMI) et la création du revenu minimum d'activité (RMA) Ce projet a pour vocation la décentralisation du RMI, avec ce que cela suppose d'inégalités entre les départements...

Cette nouvelle mesure remplace la notion d'insertion pour celle d'activité, le(a) futur(e) Rma-ste sera dans l'obligation de rechercher un emploi quelle que soit sa situation. L'employeur recevra du département le montant du RMI, qu'il reversera à l'employé(e) en le complétant sur la base du SMIC; mais les cotisations patronales ne seront calculées que sur ce complément.

La durée minimale hebdomadaire de travail des Rma-stes est fixée à 20h, aucune durée maximale n'est mentionnée... Le contrat porte sur 18 mois maximum. L'action d'insertion, les formations sont diligentées par l'employeur, ce dernier se substituant ainsi aux services sociaux.

Cette mesure n'améliore en rien le statut des Rmistes et les éloigne du plein emploi librement choisi au profit du régularisme patronal. Les employeurs bénéficient une fois de plus de contrats assistés leur permettant de payer (très) peu de charges sociales. De plus, par souci d'économie, l'Etat limite la durée d'indemnisation de l'Allocation Solidarité Spécifique (ASS auparavant illimitée et fixée désormais à 2 ans) et l'accord UNEDIC va dans le même sens pour les autres catégories de chômeurs. L'Etat se désengage ainsi de plus en plus de ses responsabilités sociales et précarise les plus touchés (Rmi-stes, chômeurs...). Qui, au fait, avait parlé de « fracture sociale » ?

Nathalie

## PROCHAINES ELECTIONS REGIONALES & EUROPEENNES : NOS RAPPORTS AVEC LUTTE OUVRIERE

Il y a 5 ans, dans la foulée des élections régionales où nos deux partis s'étaient présentés séparément et où nous avons les uns et les autres remporté quelques succès électoraux significatifs du mécontentement contre les reniements des sociaux-libéraux, nous avons passé un accord national avec Lutte Ouvrière pour les élections européennes de 1999. Notre liste avait alors pour la première fois à ce type d'élections à la proportionnelle dépassé les 5 % des suffrages exprimés et nous avons eu 5 députés, 3 pour LO (dont Arlette Laguiller) et 2 pour la LCR (Alain Krivine et Roseline Vachetta).

En effet, déjà à l'époque, la grande majorité des militants de la Ligue et des membres de sa direction nationale pensait qu'il fallait ouvrir une alternative politique anticapitaliste crédible à la gauche du gouvernement de la gauche plurielle, à la fois dans les luttes sociales et dans les élections. Dans cette optique, nous avons proposé à Lutte Ouvrière de renouveler cette alliance à l'occasion des élections municipales de 2001, puis de la présidentielle et des législatives de 2002. Cette proposition n'a pas eu de suite, LO refusant des accords avec des groupes locaux aux municipales. A Angers, il y eut donc une liste LO et une liste « Citoyenneté pour tous » à laquelle nous participions aux côtés de l'association du même nom et de la section d'Angers du PCF. Aucune des deux listes n'a eu d'élus.

En ce qui concerne la présidentielle, la surprise a été de taille, tout le monde le sait, avec plus de 11 % des voix aux trois candidats d'extrême-gauche, Arlette Laguiller et Olivier Besancenot devançant même le candidat du PCF, Robert Hue... mais aussi avec le Pen au 2<sup>ème</sup> tour ! Et notre position appelant finalement à battre le FN a été interprétée par LO comme une « trahison » alors que nous appelions dans le même temps à préparer un « troisième tour social ». Dans ces conditions, nous sommes apparus plus divisés que jamais aux élections législatives de juin 2002 et les scores des uns et des autres ont été faibles, le prétendu « vote utile » jouant à fond auprès de nos électeurs de la présidentielle.

Depuis cet épisode douloureux, il y a eu heureusement les luttes du printemps dernier, luttes dans lesquelles l'ex-gauche plurielle n'avait pas grand-chose à dire, certains caciques du PS soutenant même ouvertement le gouvernement Raffarin (notamment Rocard, Charasse et Allègre), et le PC brisant carrément (via son emprise sur la CGT) le mouvement vers la grève générale qui s'esquissait dans la seconde moitié de mai.

Après un tel mouvement, dans lequel les interventions de nos deux partis ont été largement convergentes à quelques nuances près, il aurait été catastrophique que nous nous présentions divisés aux prochaines échéances électorales : c'est la raison pour laquelle le Comité Central de la LCR, puis notre Congrès (fin octobre) ont accepté la proposition de LO de faire des listes communes aux prochaines élections régionales de mars 2004 et aux européennes de juin.

Un protocole d'accord et des projets de professions de foi pour ces deux élections sont en cours de finalisation. Les discussions sur la composition des listes sont presque terminées (il faudra respecter à la fois la parité stricte hommes-femmes et la parité LO-LCR). Vu les nouveaux modes de scrutin (un 2<sup>ème</sup> tour introduit aux régionales et un découpage en 8 circonscriptions pour les européennes), la probabilité que nous ayons beaucoup d'élus est faible... sauf si nous rééditons ensemble les scores cumulés d'Arlette et d'Olivier le 21 avril ! L'enjeu pour nous : conserver dans les assemblées élues des porte-voix du mouvement social et des luttes anti-capitalistes, mais aussi rassembler au cours des deux campagnes. La perspective reste celle d'une nouvelle force politique anti-capitaliste à gauche.

Frédéric

# **BREVES :**

**Forum Social Européen (13/15 novembre) :** succès de la mobilisation à Angers (trois cars) comme à Paris (100 000 personnes dans la rue). Mais l'éclatement des sites de discussions a nui à la dynamique du rassemblement. De plus, si la mobilisation internationale a été forte, celle des français a semblé plus limitée... On se souviendra quand même du meeting du vendredi 14 novembre à Saint Denis, où, à côté notamment de Marie-George Buffet (Secrétaire Générale du PCF), Olivier Besancenot a fait un « tabac »...

**Tabac (suite) :** La LCR est favorable à une véritable politique de prévention et de lutte contre le tabagisme. Celle-ci devrait s'appuyer sur la taxation des profits de l'industrie du tabac. Le choix du gouvernement est tout autre. En augmentant cette taxe indirecte que représente le prix des cigarettes, le gouvernement s'en prend à nouveau au porte-monnaie du plus grand nombre sans réellement s'attaquer à ce problème de santé publique.

**Pentecôte :** La suppression d'un jour férié pour pourvoir aux carences inadmissibles de la solidarité sociale envers les besoins de santé des plus anciens constitue non seulement une nouvelle atteinte à la durée légale du travail mais également un nouvel impôt pour le monde du travail. Ainsi, le lundi de Pentecôte deviendrait-il la journée pour le patronat alors qu'une seule journée de profits des grands groupes permettrait d'engranger un milliard d'euros... Cette charité imposée est une ignoble escroquerie dans la droite ligne des successives apparitions compassionnelles de Bernadette Chirac, la nouvelle *guest star* télévisuelle de l'exécutif.

**Rouge :** Rouge quotidien a été distribué au FSE à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires, lors des séminaires, des actions de désobéissance et de la manifestation du 15 novembre. Retraçant les débats du mouvement altermondialiste et ouvrant ses colonnes à différentes personnalités (José Bové, Nadia de Mond, João Machado, P.K. Murthy), Rouge a joué un rôle important dans la mise en perspective des mobilisations et des luttes qui convergent au plan international. **MAIS TOUT CELA COÛTE CHER !** Alors n'hésitez pas à vous **abonner** ! Sans rire, il s'agit d'une question de survie pour le journal...

**Congrès de la LCR :** Une couverture médiatique sans précédent a rendu compte de notre congrès il y a un mois. L'agressivité de certains leaders du PS ou Verts à notre égard, notamment contre notre approbation à 70% des votants du principe d'un accord électoral avec Lutte Ouvrière, cache mal l'impasse politique social-libérale où ces partis politiques se sont fourvoyés. C'est aussi une reconnaissance rageuse des potentialités de la gauche radicale. Le congrès a quant à lui réaffirmé l'urgence de la construction d'une nouvelle force anti-capitaliste à gauche. Par ailleurs, il a réformé les statuts et féminisé (à parité) une direction nationale représentative des courants de pensée qui se sont exprimés au congrès. La Ligue compte aujourd'hui 3000 cotisants réguliers. C'est beaucoup mieux qu'au dernier congrès mais il reste encore beaucoup de travail à faire !

## **AGENDA :**

**Samedi 29 novembre à 15 h place du Ralliement : Solidarité avec la Palestine (journée internationale).**

**Samedi 6 décembre : Journée nationale de mobilisation contre le chômage et la précarité à l'appel (sur Angers) du collectif "Chômeurs, précaires, RMistes, salariés..." , AC! et CGT.**

**Samedi 6 et dimanche 7 décembre à Mûrs-Erigné (centre Bouessé-Fol) : Journées de bilan (samedi) et de réflexion pour l'action (dimanche) du G-Monde. Thèmes abordés le dimanche : « Quelles alternatives énergétiques ? » et « Sortir du Capitalisme ».**